

# Comprendre la crise du Soudan du sud après l'indépendance du pays

## Entre guerre civile et espoir de paix

### 1/ 2013-2020, une épouvantable guerre civile

Présenter les causes, les acteurs (individus, groupes constitués), les aspects (mode de combats, conséquences sur la population)

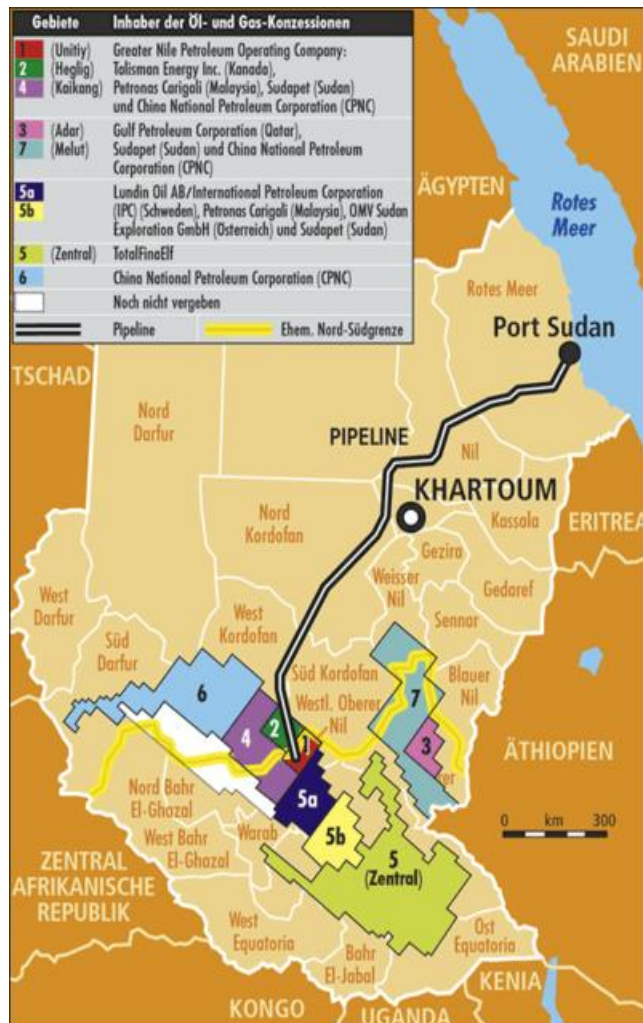
Vidéos pour comprendre la guerre civile sud-soudanaise

Un petit historique : [https://www.youtube.com/watch?v=PVo2v\\_5jFA0](https://www.youtube.com/watch?v=PVo2v_5jFA0)

Le point de vue d'une ONG, Médecins sans frontières : <https://www.msf.fr/eclairages/soudan-du-sud-une-guerre-civile-devastatrice>

Une vidéo très complète et décapante pour comprendre l'échec politique du jeune Etat indépendant et de l'ONU: [https://www.lemonde.fr/afrique/video/2017/03/14/comprendre-la-situation-au-soudan-du-sud\\_5094430\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/video/2017/03/14/comprendre-la-situation-au-soudan-du-sud_5094430_3212.html)

Document 1 : Les ressources pétrolières et gazières au sud-Soudan



### 2/ 2020, un si fragile espoir de paix

Identifier les acteurs des accords de paix et les différents points évoqués pour construire la paix sur le long terme. Présenter et expliquer les problèmes qui empêchent l'établissement concret de la paix.

Document 2 : Florence Miettaux, Au Soudan du Sud, la formation d'un gouvernement d'unité ravive les espoirs de paix, 24 février 2020

*Le chef rebelle Riek Machar est redevenu vice-président, samedi à Juba, au côté de son rival de longue date, le président Salva Kiir.*



*Le président du Soudan du Sud, Salva Kiir, assiste à l'intronisation de ses cinq vice-présidents dont le premier d'entre eux, Riek Machar, le 22 février 2020 à Juba, la capitale.*

Source: AFP / ALEX MCBRIDE ALEX MCBRIDE

C'est un événement qui a longtemps semblé irréalisable et que seuls des compromis de dernière minute, sous la pression régionale et internationale, ont rendu possible : la cérémonie d'intronisation de Riek Machar comme premier vice-président du Soudan du Sud -reportée à deux reprises, en mai et novembre 2019- a eu lieu samedi 22 février au palais présidentiel à Juba. Le dirigeant du principal groupe d'opposition a rejoint son rival de longue date, le président Salva Kiir, à la tête de ce pays ravagé par plus de six années de guerre civile, et au sommet d'un gouvernement d'unité nationale de transition, comme prévu par l'accord de paix de 2018.

Quatre autres vice-présidents ont également été intronisés, dont Rebecca Garang, veuve de John Garang, le leader historique de la lutte des Sud-Soudanais contre le régime de Khartoum, décédé en 2005. « *Nous devons tous saisir ce moment pour insuffler une nouvelle vie à notre pays à travers la paix, la réconciliation et le pardon* » a déclaré le président Salva Kiir.

### Transformé en cauchemar

Ce premier pas vers la formation d'un gouvernement d'unité complet (les ministres, de même que les membres de l'assemblée législative, ne seront annoncés que dans les prochains jours) pourrait bien signifier la fin du conflit qui a fait près de 400 000 morts et 4 millions de déplacés dans le plus jeune pays au monde.

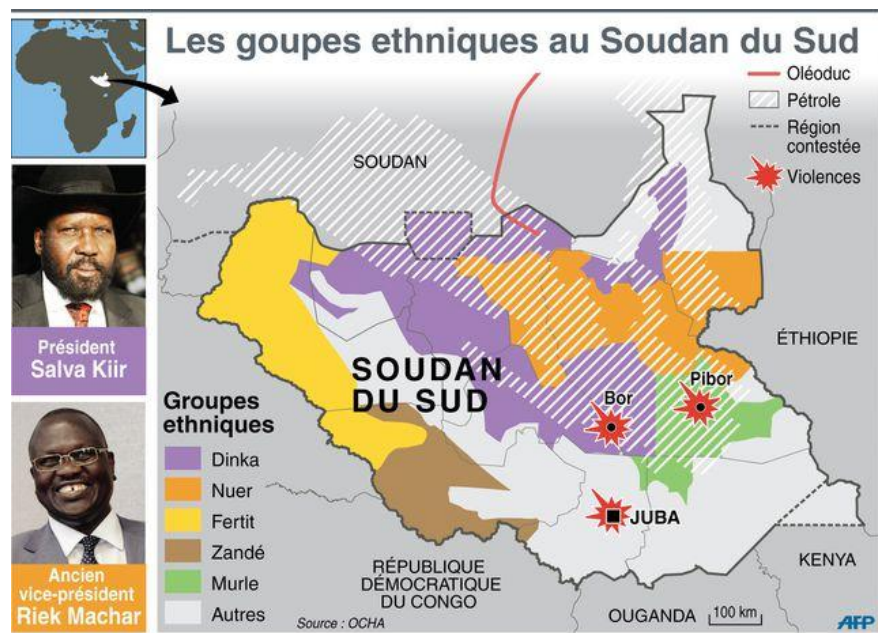
Déclaré indépendant en 2011, le Soudan du Sud avait sombré dans la guerre civile deux ans plus tard, en 2013, du fait des rivalités entre Salva Kiir, un Dinka, et son vice-président Riek Machar, un membre de l'ethnie Nuer. Le rêve sud-soudanais s'était alors transformé en cauchemar. Un premier accord de paix en avril 2016 avait échoué, dégénérant en combats entre les troupes gouvernementales et celles de l'opposition, au cœur de la capitale. Riek Machar avait sauvé sa peau de peu. Depuis, il vivait en exil, jusqu'à son retour permanent à Juba, samedi.

La tâche du nouveau gouvernement d'unité n'est pas mince : pendant les trois années de la transition qui débute, il doit finir d'unifier les forces armées, endiguer la crise humanitaire, tenter de développer l'économie et rédiger la constitution permanente du pays. Un processus de justice et de réconciliation pour les victimes du conflit doit aussi être mis en place. Cette transition devra se conclure par des élections. Le tout s'annonce difficile, même si les espoirs d'une paix durable ont été ressuscités par l'intronisation de Riek Machar.

### « Des besoins en médicaments, en nourriture »

Avec cinq vice-présidents et 35 ministères, « *c'est un gros gouvernement et la question est de savoir s'il y a aura les ressources suffisantes pour le faire fonctionner* », analyse Thomson Fontaine, de la commission RJMEC, en charge de superviser la mise en oeuvre de l'accord de paix. Le gouvernement d'unité devra en priorité compléter la formation des forces armées unifiées, afin que les troupes ne répondent plus qu'à une seule chaîne de commandement, minimisant ainsi les risques de nouveaux combats internes à l'armée.

« *Le gouvernement doit mettre plus de ressources à disposition pour que le processus avance vraiment. Tous les centres d'entraînement sont sous-équipés. Il y a des besoins en médicaments, en nourriture, en abris* », déplore M. Fontaine, persuadé qu'« *une unification de l'armée est*



*le meilleur espoir d'avoir une paix durable* » au Soudan du Sud.

L'accord de paix prévoit aussi la mise en œuvre de réformes concernant la gestion des revenus pétroliers et la transparence de leur utilisation, ainsi que des mesures économiques visant à créer des opportunités pour les Sud-Soudanais ayant décidé de rentrer chez eux. L'ONU a déjà enregistré 235 802 retours spontanés. Un fonds pour la reconstruction du pays doit également être établi.

L'allocation des ressources financières par le gouvernement va être l'une des clés de la période à venir, tout comme la capacité des anciens ennemis à collaborer. Riek Machar l'a assuré lors de son intronisation : « *Nous allons travailler collectivement pour mettre un terme à vos souffrances.* » Le président a renchéri : « *J'ai pardonné à mon frère Riek Machar, et je demande aussi son pardon. J'invite tous les peuples du Soudan du Sud à se pardonner les uns les autres, en particulier les communautés Nuer et Dinka* » a-t-il déclaré.

### **Un premier test**

Les jours qui viennent seront l'occasion d'un premier test, les partenaires devant s'entendre sur la répartition des postes ministériels et parlementaires. L'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), un bloc réunissant plusieurs pays d'Afrique de l'Est, leur a intimé dans un communiqué de « *cultiver la culture politique naissante de dialogue, de tolérance et de compromis comme seule manière d'atteindre une paix durable au Soudan du Sud* ». L'organisation a également rappelé que 35 % des postes gouvernementaux doivent être alloués à des femmes.

Pour Asara Bullen Panchol, Miss Terre Soudan du Sud 2019, qui a fait de l'environnement sa cause, « *cette fois-ci, il y a plus d'espoir, et nous les jeunes et les femmes, nous voulons une représentation correcte dans le gouvernement, que celui-ci comporte de nouvelles têtes, avec des ministres passionnés, responsables, capables et transparents* » .

### **Document 3 : Le Monde-AFP, L'embargo sur les armes au Soudan du Sud prolongé par le Conseil de sécurité de l'ONU, 30 mai 2020**

*Afin d'ajuster les sanctions individuelles, également prolongées, un rapport devra être rendu avant le 31 octobre. L'intronisation de Riek Machar comme premier vice-président a relancé les espoirs de paix.*

Bien que la formation d'un gouvernement d'unité complet, en février, laisse entrevoir la fin du conflit au Soudan du Sud, le Conseil de sécurité des Nations unies (ONU) préfère rester prudent. Aussi, il a adopté, vendredi 29 mai, une résolution prolongeant jusqu'en mai 2021 l'embargo sur les armes et les sanctions individuelles imposés au pays africain. Rédigée par les Etats-Unis, la résolution a obtenu 12 voix en sa faveur — la Russie, la Chine et l'Afrique du Sud s'abstenant.

En prolongeant ses sanctions jusqu'au 31 mai 2021, le Conseil de sécurité a toutefois prévu un réexamen au plus tard le 15 décembre 2020. La résolution dit qu'il « *exprime sa disponibilité à étudier des mesures d'ajustement (...), incluant des modifications, une suspension, une levée ou un renforcement des sanctions en fonction de la situation* ».

La plus haute instance de l'ONU réclame, à cet égard, « *un rapport au secrétariat des Nations Unies avant le 31 octobre 2020 sur le rôle de l'embargo sur les armes dans l'application de l'accord de paix* » conclu en 2018 et des « *options pour élaborer des repères* », afin de pouvoir suivre l'application de cet accord.

### **Des espoirs de paix relancés**

En février, le dirigeant rebelle Riek Machar est redevenu à Juba premier vice-président, relançant les espoirs de paix dans ce jeune pays créé en 2011. Le Soudan du Sud avait sombré dans la guerre civile en décembre 2013 lorsque le président Salva Kiir, un Dinka, avait accusé M. Machar, membre de l'ethnie Nuer, de fomenter un coup d'Etat.

Le conflit, marqué par des atrocités, dont des meurtres et des viols, a fait en six ans plus de 380 000 morts et provoqué une crise humanitaire catastrophique.

Dans un communiqué vendredi, Amnesty International s'est félicité du renouvellement de l'embargo sur les armes. « *Il est essentiel de limiter le flux d'armes utilisées pour commettre des*

*crimes de guerre, des violations des droits humains et des abus », a souligné une responsable de l'organisation, Deprose Muchena, en appelant tous les membres de l'ONU à appliquer l'embargo.*



**Document 4 : Florence Miettaux, Au Soudan du Sud, la guerre sans fin des éleveurs surarmés, 13 février 2020**

*Dans le centre du pays, où se côtoient différents clans dinka, les violences sont récurrentes et deviennent de plus en plus meurtrières.*

De jeunes éleveurs et leur troupeau, à Udier (Soudan du Sud), le 8 mars 2019. Source : SIMON MAINA / AFP

Malgré les risques d'attaques, les bergers sont venus. Depuis les « *cattle camps* » éparpillés des kilomètres à la ronde, ils ont convergé vers le village de Maper, pour bénéficier de la campagne de vaccination du bétail conduite par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). C'est la quatrième année consécutive que ce programme a lieu à Rumbek North, région centrale du Soudan du Sud où se côtoient différents clans dinka.

Ici, il n'y a ni réseau téléphonique, ni radio, ni télévision, ni journaux. La route qui relie Maper à Rumbek, la capitale régionale à 100 kilomètres au sud, est impraticable à cause des pluies la moitié de l'année. Et à quelques kilomètres au nord, on arrive en territoire nuér, sous contrôle de l'opposition armée dirigée par l'ancien vice-président Riek Machar, un Nuér, principal opposant au président Salva Kiir, un Dinka, dans la guerre civile qui a éclaté en décembre 2013. Les populations de Rumbek North, isolées, survivent grâce au bétail, surtout lorsque les inondations et la violence réduisent les récoltes à peau de chagrin, comme cela a été le cas fin 2019.

Fin novembre, des combats ont éclaté entre le clan de Maper et celui du village voisin, Malueeth. Trois jours de violence qui ont fait 79 morts et 101 blessés. Le CICR a même évacué ses employés ainsi que 29 blessés graves pour les soigner à l'hôpital militaire de Juba, la capitale du pays. C'est seulement deux mois plus tard, fin janvier, que l'organisation a pu reprendre la vaccination, les formations aux premiers secours et au respect des droits de base à destination des « *Gelweng* », les « protecteurs du bétail » en dinka.

Ces jeunes hommes ont un look très travaillé. Cheveux décolorés par l'application d'une mixture de cendres et d'urine de vache, ils sont coiffés d'une plume ou d'un foulard rouge en signe de danger, portent un bracelet d'ivoire et d'autres amulettes de protection autour des poignets. Ils portent aussi un AK-47 en bandoulière et n'hésitent pas à s'en servir pour défendre leur « *cattle camp* » ou venger l'un des leurs.

**« Des meurtres par vengeance »**

C'est dans les années 1990 que les bergers dinka ont été armés par le Mouvement/Armée de libération du peuple du Soudan (SPLM/A) de John Garang, pour protéger les communautés civiles des attaques de Riek Machar et des Nuér, en pleine guerre contre le gouvernement de Khartoum. Depuis, les gardiens de troupeaux ont conservé leurs armes et les violences interclaniques sont devenues de plus en plus meurtrières. D'autant que l'émergence d'un nouveau conflit national en 2013, deux ans après l'indépendance du Soudan du Sud, a rendu le désarmement total des Gelweng impossible.

« *Nous refusons d'être désarmés* », admet Mathiang Gur, venu vacciner ses vaches à Maper, djellaba à fleurs et kalachnikov posée sur les genoux. *Si nos voisins sont désarmés, nous pourrions l'accepter aussi. Mais pour l'instant, Riek Machar est toujours dans le maquis et on nous attaque aussi depuis les Etats voisins. Nous devons défendre notre bétail.* » Pourtant, selon lui, les violences communales ne sont pas causées par la possession de bétail : « *Ce sont des meurtres par vengeance, des tueries*

*sans fin.* » En novembre 2019, c'est l'assassinat d'un commerçant de Malueeth par des jeunes de Maper qui a déclenché la vague de violence.

Machot Kur a reçu une balle dans le dos lorsque lui et ses collègues de Malueeth ont lancé une attaque contre Maper le lendemain du meurtre, pour venger la victime. Evacué par le CICR et soigné à Juba, puis revenu au village, il a toujours du mal à marcher et jure qu'il ne veut plus participer à ces violences. « *La situation est toujours tendue, observe-t-il. Nous attendons que le gouvernement fasse quelque chose. Sinon, les gens se font justice eux-mêmes.* »

#### **« C'est très facile d'acheter des armes »**

Prises de court et sans aucune capacité d'intervention lorsque les combats ont éclaté, les autorités locales ont dû attendre que des soldats gouvernementaux soient déployés depuis Rumbek, le quatrième jour. La Mission des Nations unies au Soudan du Sud a envoyé soixante-quinze casques bleus dans les semaines qui ont suivi. Depuis lors, à part des incidents isolés qui n'ont pas dégénéré en affrontements de masse, une paix apparente règne sur les deux villages.

Sur le site de la vaccination destinée aux bergers de Malueeth, les jeunes hommes luttent pour faire entrer les troupeaux dans l'enclos où attendent quatre vaccinateurs munis de pistolets seringues. Les vaches aux cornes immenses beuglent, se débattent, finissent par céder face à la ténacité et à l'agilité de leurs gardiens.

Mathiang Dony et quelques autres Gelweng se tiennent debout à quelques mètres de l'enclos. Son AK-47 contre lui, il explique qu'ici à Rumbek North, « *c'est très facile d'acheter des armes. Parfois, ce sont des soldats qui en échangent contre des vaches* ». Mais Mathiang Dony imagine très bien, un jour, garder ses troupeaux sans armes à feu. « *Nous espérons que la paix à Juba sera couronnée de succès et que le gouvernement nous désarmera, précise-t-il. Ensuite, oui, nous garderons nos vaches avec des bâtons !* »

#### **L'urgence d'un désarmement des civils**

Le commissaire de Maper, Moses Maker Majok, estime que « *la situation aujourd'hui est OK* ». Il affirme « *contrôler les jeunes* » et dit avoir arrêté les auteurs de l'assassinat du commerçant de Malueeth, « *qui vont être présentés à la justice, lorsque des tribunaux mobiles seront mis en place, avec participation des chefs traditionnels et des autorités de l'Etat* », un processus soutenu par la Mission des Nations unies au Soudan du Sud. Il est convaincu qu'une fois « *le gouvernement formé, à Juba, avec Riek Machar, un désarmement sera conduit partout au Soudan du Sud. Alors, les armes arrêteront de retourner dans les mains des civils* ».

Akuel Ciagor, chassée de son village par les violences, parle à voix basse, pudique. Son unique fils a été tué sur le chemin de l'école en novembre 2019, « *alors qu'il ne savait même pas qu'il y avait des combats* ». Pourtant, Akuel ne veut pas la vengeance : « *Il y a ceux qui disent qu'il faut le venger. Mais ensuite, quelqu'un d'autre va encore mourir, cela ne s'arrêtera jamais. La seule chose que je veux, c'est la paix. Je suis prête à pardonner.* »

Pendant les premiers jours de février, alors que Rumbek North vivait au rythme de la mise en place d'un processus de justice et de paix pour les familles des victimes, des combats opposaient deux clans de Rumbek East, faisant plus de 70 morts. Une démonstration de plus de l'urgence d'un désarmement général des civils, alors que le processus de paix au Soudan du Sud entre dans une phase critique. Riek Machar était de retour à Juba lundi 17 février pour des négociations menées avec le président Salva Kiir en vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale, déjà reportée à deux reprises, et qui doit intervenir le 22 février.

#### **Document 5 : Le Monde-AFP, Des affrontements entre civils et soldats au Soudan du Sud font 127 morts, 12 août 2020**

*Dans le nord du pays, 82 civils et 45 soldats ont été tués au cours d'affrontements entre soldats et jeunes d'une communauté locale qui refusaient de se prêter à une opération de désarmement.*

Au moins 127 personnes ont été tuées ces derniers jours dans des affrontements entre soldats et jeunes d'une communauté locale du nord du Soudan du Sud qui refusaient de se prêter à

une opération de désarmement, a annoncé mercredi 12 août à l'Agence France-Presse (AFP) le porte-parole de l'armée, Lul Ruai Koang.

« *Selon nos informations, 82 civils ont été tués dans ces heurts et 45 soldats de l'armée du Soudan du Sud* », a déclaré le porte-parole. Ces affrontements ont débuté samedi et se sont déroulés dans l'Etat de Warab, dont est originaire le président Salva Kiir.

Selon le porte-parole de l'armée, de jeunes hommes armés de la communauté Gelweng, refusant de rendre leurs armes dans le cadre d'une opération conduite par le gouvernement, ont attaqué une position de l'armée dans une zone appelée Romic. Les affrontements ont également fait 32 blessés parmi les militaires et un nombre « *qui reste à établir* » parmi les Gelweng, selon M. Koang, qui a précisé que la situation était en train de revenir à la normale sur place et que les forces gouvernementales s'étaient repliées.

« *Deux militaires impliqués dans le déclenchement des affrontements ont été arrêtés pour être interrogés* » et des appels ont été lancés auprès des anciens de la communauté Gelweng pour aider les autorités à appréhender trois jeunes soupçonnés d'avoir lancé l'attaque contre l'armée.

## **Désarmement**

Cette région avait déjà été rendue instable par de récents affrontements intercommunautaires. De nombreuses communautés sont armées au Soudan du Sud, pour se prémunir d'attaques, et notamment de raids de voleurs de bétail.

Le 6 août, deux jours avant le lancement de l'opération de désarmement dans la région, une organisation de la société civile, le Réseau d'action sud-soudanais sur les armes légères, avait mis en garde le gouvernement contre les conséquences d'un désarmement sans consultations préalables avec les communautés.

« *Nous avons vu par le passé le gouvernement désarmer des civils sans aucun plan pour les protéger ensuite. Peu après, ces communautés avaient été victimes d'attaques dévastatrices par des criminels appartenant aux communautés voisines* », avait averti dans un communiqué Geoffrey Lou Duke, secrétaire général de l'ONG. Il avait appelé le gouvernement à ne pas « *répéter les erreurs du passé* »

Le Soudan du Sud, où un accord de paix a été signé en 2018, se remet péniblement d'une guerre civile qui a fait en six ans plus de 380 000 morts et provoqué une crise humanitaire catastrophique. Le président sud-soudanais, Salva Kiir, et l'ex-chef de la principale rébellion, redevenu vice-président, Riek Machar, ont formé en février un gouvernement d'union nationale. Les combats entre forces gouvernementales et principaux groupes rebelles ont largement cessé après la signature de l'accord de paix, mais des affrontements avec des groupes réfractaires ont toujours lieu et les violences intercommunautaires sont monnaie courante.